

La ministre des Affaires étrangères d'Afrique du sud : « L'Afrique du Sud va mettre un frein à ses relations avec Israël »

Maite Nkoana-Mashabane, ministre des Relations internationales et de la Coopération d'Afrique du Sud

La ministre des Relations internationales et de la Coopération d'Afrique du Sud, Maite Nkoana-Mashabane, a déclaré que la politique de son pays est de « *restreindre* » et « *freiner* » ses relations avec Israël. Lors d'une réunion sur les relations internationales organisée par la confédération syndicale sud-africaine, COSATU, et en présence des membres de BDS Afrique du Sud, Nkoana-Mashabane a déclaré : « *Les ministres (du gouvernement) d'Afrique du Sud ne vont pas en Israël actuellement... nos amis palestiniens nous ont demandé lors de rencontres officielles de ne pas avoir d'échanges avec le régime (israélien). Nous avons convenu de freiner et de restreindre les contacts de la haute direction avec ce régime jusqu'à ce que les choses commencent à aller mieux.* »

La ministre des Affaires étrangères a en outre critiqué l'occupation de la terre palestinienne par le régime israélien : « *Cet état de fait là-bas en Palestine conserve toute notre attention... la dernière fois que j'ai regardé une carte de la Palestine, je n'ai pas pu dormir. Ses « points », plus petits que ceux du pays d'origine* », faisant allusion aux bantoustans de l'Afrique du Sud d'autrefois. Nkoana-Mashabane a aussi clairement manifesté la solidarité de l'Afrique du Sud avec le peuple palestinien, en déclarant : « *Le combat du peuple de Palestine est notre combat* ».

COSATU (1), NEHAWU (2), YCL (3) et plusieurs autres organisations ont pris position en soutien de la ministre et du gouvernement sud-africain. Complètement à l'opposé, quelques groupes pro-israéliens, et notamment le Conseil des députés juifs sud-africains, la fédération sioniste d'Afrique du Sud et l'ambassade israélienne en Afrique du Sud, ont agressé le gouvernement sud-africain par la voix du ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, qui va jusqu'à accuser la ministre Nkoama-Mashabane d' « *hypocrisie et d'antisémitisme classique* » pour avoir critiqué Israël. (4)

Les relations Afrique du Sud/Israël ces dernières années

Pendant l'apartheid, Israël fut un fervent partisan et allié de l'Afrique du Sud de l'apartheid. En 1961, Hendrik Verwoed, ancien premier ministre d'Afrique du Sud et architecte de l'apartheid, déclarait : « *Israël, comme l'Afrique du Sud, est un État d'apartheid* ».

Cependant, les bonnes relations entre l'Afrique du Sud de l'apartheid et Israël ont changé quand l'Afrique du Sud est devenue une démocratie, en 1994.

En 2001, Israël et les USA ont annulé leur participation à la conférence mondiale des Nations-Unies contre le racisme qui était accueillie par le gouvernement sud-africain, à cause d'accusations selon lesquelles Israël est un État d'apartheid et que le sionisme est une forme de racisme.

En 2002, l'archevêque Desmond Tutu a été l'une des premières personnalités de premier plan d'Afrique du Sud à comparer Israël à l'Afrique du Sud de l'apartheid. Par la suite, d'autres ont fait de même, dont Winnie Mandela, Kgalema Motlanthe, Ahmed Kathrada, John Dugard, Breyten Breytenbach, et plusieurs autres.

En 2003, le président africain, Thabo Mbeki, a prévenu Israël qu'il répétait les mêmes fautes de l'Afrique du Sud de l'apartheid.

En 2004, le gouvernement sud-africain a présenté une déclaration sous serment à la Cour internationale de justice, déclarant que le Mur de l' « *apartheid* » d'Israël et les colonies réservées aux juifs sont « *illégalles et violent le droit international* ».

En mai 2008, plusieurs membres éminents du gouvernement sud-africain ont signé une déclaration interpellant Israël pour sa politique d'apartheid. Parmi les signataires : Derek Hanekom (ministre des Sciences et de la Technologie), Rob Davies (ministre du Commerce et de l'Industrie), Blade Nzimande (ministre de l'Enseignement supérieur), Jeremy Cronin (vice-ministre des Travaux publics), Enver Surty (vice-ministre de l'Éducation de base), le regretté Roy Padayachee, (ancien ministre du Service public), Dr Essop Pahad (ancien ministre à la Présidence), Ronnie Kasrils (ancien ministre des Renseignements), Mosibudi Mangena (ancien ministre des Sciences et de la Technologie), Sydney Mufamadi (ancien ministre du Gouvernement provincial et local), Pallo Jordan (ancien ministre des Arts et de la Culture), Frene Ginwala (ancien président du Parlement), et plusieurs autres.

En mai 2009, un rapport financé et demandé par le gouvernement sud-africain à l'organisme public de la Recherche, le HSRC, a conclu qu'Israël est coupable de pratiquer une politique d'apartheid contre les Palestiniens natifs.

En mai 2010, le gouvernement sud-africain a adressé une « démarche » (une note diplomatique, forme diplomatique la plus forte pour une protestation, en dehors de l'expulsion) à l'attention d'Israël, dont les forces navales ont tué 9 travailleurs humanitaires (sur le navire Mavi Marmara).

En juin 2010, l'Afrique du Sud a rappelé son ambassadeur

d'Israël pendant plus d'un mois après cette agression israélienne du 31 mai qui a tué 9 travailleurs humanitaires.

En février 2011, un ministre du gouvernement sud-africain, Paul Mashatile, a déclaré lors d'un point de presse : *« Nous voulons renforcer notre soutien aux Palestiniens et nous recherchons plusieurs moyens pacifiques pour promouvoir ce soutien... Nous n'avons aucun problème à appuyer la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël. »*

En avril 2012, le vice-ministre sud-africain des Relations internationales, Ebrahim Ebrahim, a exprimé quelle était la politique du gouvernement sud-africain à propos des voyages en Israël : *« En raison du traitement et de la politique d'Israël à l'égard du peuple palestinien, nous déconseillons fortement aux Sud-Africains de s'y rendre. »*

En mai 2012, le ministre de l'Agriculture dans la province du Western Cape a annulé son voyage en Israël après avoir été informé par le département des Relations internationales d'Afrique du Sud que les visites des officiels du gouvernement en Israël étaient déconseillées et devaient être laissées au minimum.

En juillet 2012, étayant le soutien au boycott d'Israël, le vice-ministre des Relations internationales d'Afrique du Sud, Marius Fransman, a déclaré : *« La diplomatie économique pourrait être l'une des armes les plus efficaces pour changer la situation palestinienne. Les Palestiniens et celles et ceux qui les soutiennent, inspirés par le boycott économique de l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid, tentent depuis des années de répéter notre succès sur ce terrain ».*

En octobre 2012, le parti à la gouvernance en Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC), a adopté lors de sa Conférence pour la Solidarité internationale une résolution soutenant la campagne BDS palestinienne (boycott, désinvestissement et sanctions) contre Israël.

En décembre 2012, l'ANC a appelé en outre « *tous les Sud-Africains à soutenir les campagnes de la société civile palestinienne qui cherchent à faire pression sur Israël* ».

En février 2013, le président sud-africain, Jacob Zuma, en présentant son discours officiel à la Nation, a décerné une mention spéciale à la Palestine, en disant : « *Nous sommes avec le peuple de Palestine alors qu'il s'efforce de tourner une nouvelle page de son combat pour son droit à l'autodétermination* ». Le président Zuma a aussi critiqué les constructions de colonies illégales d'Israël, en le mettant en garde : « *L'expansion des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens est un obstacle à la résolution du conflit* ».

En avril 2013, l'ambassadeur d'Afrique du Sud en Israël a critiqué avec force la politique israélienne en tant que réplique de l'apartheid. Dans une lettre ouverte, l'ambassadeur écrit comment les déplacements forcés des Palestiniens par Israël : « *présentent toutes les caractéristiques des déplacements forcés par l'Afrique du Sud de l'apartheid... ce que j'ai vu en Israël... est une réplique de l'apartheid.* »

En juillet 2013, l'ambassadeur d'Afrique du Sud nouvellement nommé en Israël, Sisa Ngombane, a déclaré : « *Je pense que l'ANC a adopté cette position (du boycott d'Israël) pour exprimer son mécontentement à propos de la politique actuelle du gouvernement israélien et pour exprimer son soutien aux Palestiniens. Naturellement, le mouvement BDS (boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël) existe... et naturellement, les membres de l'ANC le soutiendront, de la manière dont ils doivent le soutenir.* »



Lettre BDS Afrique du Sud

Office 915

Ninth Floor

Khotso House

62 Marshall Street

Johannesburg, South Africa 07 November 2013

(1)

http://www.politicsweb.co.za/politicsweb/view/politicsweb/en/page71651?oid=443359&sn=Detail&pid=71651&ccs_clear_cache=1

(2) <http://www.cosatu.org.za/show.php?ID=8081>

(3)

<https://groups.google.com/forum/#!topic/ycls-a-eom-forum/oE5q-JmDVI0>

(4)

Plus d'informations :
<http://www.news24.com/SouthAfrica/Politics/Support-for-Israel-policy-20131105>

traduction : JPP pour BDS FRANCE